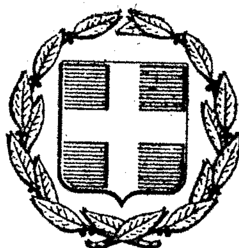


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 2 ΑΥΓΟΥΣΤΟΥ 1976	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 202

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 390

Περὶ Κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις τὴν 24ην Ὀκτωβρίου 1975 ὑπογραφείσης Συμβάσεως μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τοῦ Ἰνστιτούτου Παστὲρ Παρισίων «περὶ τοῦ ἐν Ἀθήναις Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστὲρ ("Ἴδρυμα Β. Ζαχάρωφ)».

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Ἀθήναις τὴν 24ην Ὀκτωβρίου 1975, ὑπογραφεῖσα Σύμβασις μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τοῦ Ἰνστιτούτου Παστὲρ Παρισίων «περὶ τοῦ ἐν Ἀθήναις Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστὲρ ("Ἴδρυμα Β. Ζαχάρωφ)», τῆς ὁποίας τὸ κείμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ Ἑλληνικὴν γλῶσσαν ἔχει ὡς ἕπεται :

Convention entre le Gouvernement hellénique et l'institut Pasteur de Paris, au sujet de l'Institut Pasteur hellénique, Fondation B. Zaharoff, siégeant à Athènes.

Article 1.

L'Institut Pasteur de Paris autorise l'Institut bactériologique – Fondation B. Zaharoff – à porter le nom d'Institut Pasteur hellénique, tant que restera en vigueur la présente Convention.

Article 2.

L'Institut Pasteur hellénique a pour mission principale des activités ;

— de santé publique,

— de recherche en microbiologie et immunologie des hommes et des animaux,

— de formation des chercheurs dans ces domaines et dans le cadre du programme général de la recherche en coopération avec les Ministères de la Culture et des Sciences et des Services Sociaux,

— de préparation de vaccins, produits biologiques et thérapeutiques, sur la demande du Ministère des Affaires Sociales (YPKY) et dans les conditions définies, d'accord entre les parties.

Article 3.

a) Le Conseil d'Administration de l'Institut Pasteur hellénique est composé de 9 membres, dont 6 sont grecs et 3 français.

b) Les membres grecs sont nommés pour une période trois ans, renouvelable par décision conjointe des Ministres de la Culture et des Sciences et des Services Sociaux. Ils comprennent 1 représentant du Ministère de la Culture et des Sciences, 1 représentant du Ministère des Services Sociaux, 2 professeurs de Faculté de Médecine des Universités grecques, 1 professeur de sciences d'un établissement d'enseignement supérieur grec, 1 juriste de rand élevé.

c) Le directeur de l'Institut Pasteur de Paris ou son mandataire et deux personnalités désignées par lui, font partie du Conseil d'Administration.

d) Le Président et le Vice – Président du Conseil d'Administration de l'Institut Pasteur hellénique, choisis parmi les membres du Conseil, sont grecs.

e) La durée du mandat des membres du Conseil d'Administration est de trois ans.

Article 4.

a) Le Directeur Général de l'Institut Pasteur hellénique peut être de nationalité grecque ou française. Il est nommé par le Conseil d'Administration de l'Institut Pasteur hellénique, sur proposition, effectuée au vu d'un dossier permettant de vérifier les références pastoriennes du candidat, d'un des signataires de la présente convention agréée par l'autre signataire. Le mandat du Directeur Général est de trois ans. Il est renouverable par tacite reconduction, sauf dénonciation par le Conseil d'Administration, six mois au moins avant l'expiration de la période triennale en cours. Le Directeur Général participe, en règle générale, aux réunions du Conseil d'Administration avec voix consultative. Cependant, dans le cas où il a la qualité de mandataire du Directeur Général de l'Institut Pasteur de Paris, il siège à ce Conseil avec voix délibérative.

b) Le directeur administratif de l'Insitut Pasteur hellénique, chargé sous l'autorité du directeur général d'assurer, dans le respect des missions confiées à l'Institut Pasteur hellénique, la régularité du fonctionnement administratif et financier de l'établissement, est nommé par le Conseil d'Administration de l'Institut Pasteur hellénique.

Article 5.

Les relations scientifiques entre l'Institut Pasteur de Paris et l'Institut Pasteur hellénique s'établissent, d'une part, par des contacts directs entre leurs directeurs et, d'autre part, par l'intermèdiaire d'un Comité scientifique comprenant 6 membres, dont 3 désignés par l'Institut Pasteur de Paris et 3 par le Conseil d'Administration de l'Institut Pasteur hellénique.

Article 6.

Des programmes de recherches conjoints sont établis d'un commun accord entre l'Institut Pasteur de Paris et l'Institut Pasteur hellénique. Ils font l'objet d'une convention particulière, d'une durée de trois ans, assortie d'avenants destinés à permettre la révision annuelle des programmes, en fonction de résultats acquis, et à définir les développements à prévoir au cours de l'année suivante.

La convention ci–dessus doit déterminer les modalites de financement des programmes retenus, évaluer les besoins en personnel scientifique et technique français et hellénique nécessaire à leur réalisation et fixer les conditions dans lesquelles l'Institut Pasteur hellénique assurera l'exécution des dits programmes, au point de vue matériel, laboratoires et équipement.

Article 7.

La Comité scientifique prévu à l'article 5 ci–dessus est chargé de la préparation des programmes, tant sur le plan de leur consistance scientifique que sur celui de la définition du personnel, des moyens financiers et matériels à mettre en place.

Ces programmes devront être en harmonie avec le programme général des recherches arrêté par les Ministères de la Culture et des Sciences et des Services Sociaux.

Article 8.

L'Institut Pasteur de Paris s'engage :

a) à mettre à la disposition de l'Institut Pasteur hellénique le personnel scientifique et techique français reconnu nécessaire par la convention particulière prévue aux articles 5 et 6.

b) à procéder éventuellement à des échanges de chercheurs avec l'Institut Pasteur hellénique et à assurer la formation de chercheurs hellénique à l'Institut Pasteur de Paris dans le cadre des programmes prévus à l'article 7.

c) à prendre en charge la rémunération du personnel scientifique et technique étranger mis à la disposition de l'Institut Pasteur hellénique, en exécution de la convention particulière précitée, pendant la durée du sejour de ce personnel en Grèce.

Article 9.

Le Gouvernement hellénique s'engage :

a) à verser, chaque année, à l'Institut Pasteur hellénique, une subvention régulière de fonctionnement destinée à couvrir les activités de santé publique de cet institut et calculée en tenant compté notamment dè l'importance et de le nécessité des services prévus et de l'évolution des salaires.

b) à verser, annuellement, à ce même institut, une subvention régulière de recherches dans le cadre du budget de l'Etat, permettant d'assurer le financement des programmes arrêtés dans les conditions fixées aux articles 6 et 7 de la dite convention. Cette subvention est prise en compte à une rubrique particulière du budget de l'Institut Pasteur hellénique et est destinée à couvrir les depenses des programmes dè recherches conjoints.

c) à accorder aux experts envoyés par l'Institut Pasteur de Paris à l'Institut Pasteur hellénique les facilités siuvantes :

— octroi d'une carte d'identité émise par le Ministère des Affaires Etrangères pour faciliter leur tâche,

— versement par le Gouvernement hellénique (Ministère de Coordination et de Programmation) des taxes de circulation des voitures des experts,

— indemnité pour fais de séjour en Grèce donnée à la foi aux experts invités dans le cadre du programme de la coopération technique greco – française qui ne serait pas moins de 350 drs par jour,

— octroi d'un mois de congé régulier par an, durant lequel l'indemnité sus indiquée sera versée aux intéressés,

d) à prendre toutes mesures nécessaires en vue de rendre possible, en cas de besoin, le détachament de chercheurs en fonction dans les services publics helléniques à l'Institut Pasteur hellénique.

Article 10.

Les missions des spécialistes français mentionnées au paragraphe 3 de l'article 9 de la présente convention, sont incorporées dans le cadre général de la coopération technique franco – hellénique et sont réalisées par l'intermédiaire de la Direction de l'assistance technique du Ministère de Coordination et Programmation.

Article 11.

Le matériel importé de l'étranger par l'Institut Pasteur hellénique pour son fonctionnement, c'est–à–dire le matériel scientifique, les instruments, les machines et appareils, l'équipement de laboratoire, les animaux, les fournitures, les produits et objets ayant rapport avec les buts poursuivis par l'Institut jouissent d'une franchise complète de droits, impôts et autres taxes perçus lors de leur importation par la douane pour le compte de l'Etat ou de tiers.

De cette exemption sont exclus l'équipement de bureau ainsi que les matières premières et les produits finis qui peuvent faire l'objet d'une vente, qu'ils aient subi une élaboration précédente ou non.

Article 12.

Les experts français envoyés en vertu de la présente convention n'auront droit à aucune rétribution ou honoraires en dehors de leur traitement et des facilités qui leur seront garanties par la présente convention.

Leurs traitements et indémnités sont nets de tout impôt, taxe ou retenue pendant la durée de leur séjour en Grèce en application de la convention franco-grecque ratifiée par la Loi No 4385–64 (J.O. No 77/1965).

Article 13.

La présente convention entrera en vigueur, dés sa ratification, pour une période de trois ans et sera renouvelée tacitement pour une période de même durée, si elle n'est pas dénoncée six mois avant la fin de chaque période triennale.

Article 14.

En cas de non accomplissement, par l'une des parties, des obligations prévues par la présente convention, celle – ci pourra être dénoncée par l'autre partie, sous réserve d'un préavis de trois mois.

Fait à Athènes, le vingt quatre octobre mil neuf cent soixante quinze, en deux exemplaires , en langue française et grecque, les deux textes faisant foi.

Pour le Gouvernement hellénique	Pour l'Institut Pasteur

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τοῦ Ἰνστιτούτου Παστὲρ Παρισίων «περὶ τοῦ ἐν Ἀθήναις Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστὲρ ("Ἵδρυμα Β. Ζαχάρωφ)», εἰς ἀντικατάστασιν τῆς συμβάσεως τῆς 28.6.34.

Ἄρθρον 1.

Τὸ Ἰνστιτοῦτον Παστὲρ Παρισίων, ἐξουσιοδοτεῖ τὸ Βακτηριολογικὸν Ἰνστιτοῦτον, "Ἵδρυμα, Β. Ζαχάρωφ, ὅπως φέρῃ τὸ ὄνομα «Ἑλληνικὸν Ἰνστιτοῦτον Παστὲρ», ἐφ' ὅσον θὰ ἰσχύῃ ἡ παροῦσα σύμβασις.

Ἄρθρον 2.

Τὸ Ἑλληνικὸν Ἰνστιτοῦτον Παστέρ, ἔχει ὡς κυρίαν ἀποστολὴν καὶ δραστηριότητας ἀναφερομένας :

Εἰς τὴν Δημοσίαν Ὑγιεινήν.

Εἰς τὴν διεξαγωγὴν ἐρευνῶν, ἀναφερομένων εἰς τὴν μικροβιολογίαν καὶ ἀνοσοβιολογίαν τῶν ἀνθρώπων καὶ τῶν ζώων.

Εἰς τὴν κατάρτισιν ἐρευνητῶν, τὴν ἀφορῶσαν εἰς τὰ ὡς ἄνω θέματα, ἐν συνεργασίᾳ πρὸς τὸ Ὑπουργεῖον Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν καὶ τὸ Ὑπουργεῖον Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν, καὶ ἐντὸς τοῦ πλαισίου τοῦ γενικοῦ προγραμματισμοῦ τῶν ἐρευνητικῶν δραστηριοτήτων.

Εἰς τὴν κατόπιν αἰτήσεως τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν παρασκευὴν ἐμβολίων, βιολογικῶν καὶ θεραπευτικῶν προϊόντων ὑπὸ ὅρους καθοριζομένους μετὰ συμφωνίαν μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων.

Ἄρθρον 3.

α) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ, ἀπαρτίζεται ἐξ 9 μελῶν ἤτοι : 6 Ἑλλήνων καὶ 3 Γάλλων ὑπηκόων.

β) Τὰ ἐξ Ἑλλήνων μέλη, διοριζόμενα ἐπὶ τριετεῖ θητείᾳ δυναμένῃ νὰ ἀνανεοῦται κοινῇ ἀποφάσει τῶν Ὑπουργῶν Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν καὶ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν, εἶναι : Εἷς ἐκπρόσωπος τοῦ Ὑπουργείου Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, εἷς ἐκπρόσωπος τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν, δύο Καθηγηταὶ τῆς Ἰατρικῆς Σχολῆς τῶν Ἑλληνικῶν Πανεπιστημίων, εἷς Καθηγητὴς τῶν Θετικῶν Ἐπιστημῶν Ἑλληνικοῦ Ἀνωτάτου Ἐκπαιδευτικοῦ Ἱδρύματος καὶ εἷς ἀνώτερος δικαστικός.

γ) Ὁ Διευθυντὴς τοῦ Ἰνστιτούτου Παστὲρ Παρισίων ἢ ὁ ἐκπρόσωπος τούτου καὶ δύο προσωπικότητες ὑποδεικνυόμεναι ὑπὸ τούτου, ἀποτελοῦν μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

δ) Ὁ Πρόεδρος καὶ ὁ Ἀντιπρόεδρος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ, ἐκλέγονται ἐκ τῶν μελῶν τοῦ Συμβουλίου τούτου καὶ εἶναι Ἕλληνες.

ε) Ἡ θητεία τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου εἶναι τριετής.

Ἄρθρον 4.

α) Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ, δύναται νὰ εἶναι Ἑλληνικῆς ἢ Γαλλικῆς Ἐθνικότητος. Διορίζεται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ, μετὰ πρότασιν τῆς μιᾶς πλευρᾶς τῆς παρούσης συμβάσεως ἐγκρινομένην ὑπὸ τῆς ἑτέρας καὶ γενομένην κατόπιν ἐξετάσεως τοῦ φακέλου ἐπιστημονικῆς δραστηριότητος τοῦ ὑποψηφίου, ἐφ' ὅσον ἐξ αὐτοῦ πιστοποιεῖται ἡ συνάρτησις αὐτοῦ πρὸς τὰς δραστηριότητας καὶ τὸ ἐπιστημονικὸν ἦθος τοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ. Ἡ θητεία τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ εἶναι τριετής. Ἀνανεοῦται σιωπηρῶς ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως τῆς καταγγελίας ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἕξ μῆνας τοὐλάχιστον πρὸ τῆς ἐκπνοῆς

τῆς τρεχούσης τριετοῦς θητείας. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς μετέχει, κατὰ γενικὸν κανόνα, τῶν συνεδριάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου συμβουλευτικῶς, ἄνευ ψήφου, εἰς περίπτωσιν δὲ καθ' ἣν κατ' ἐξουσιοδότησιν ἐκπροσωπεῖ τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Ἰνστιτούτου Παστὲρ Παρισίων μετέχει τοῦ Συμβουλίου μετὰ ψήφου.

β) Ὁ Διοικητικὸς Διευθυντὴς τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ, ἔχων τὴν δικαιοδοσίαν ἐξουσιοδοτούμενος ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ καὶ ἐντὸς τῶν πλαισίων τῆς ἀνατιθεμένης εἰς τὸ Ἑλληνικὸν Ἰνστιτοῦτον Παστὲρ ἀποστολῆς, νὰ ἐξασφαλίζῃ τὴν κανονικήν, διοικητικὴν καὶ οἰκονομικὴν λειτουργίαν τοῦ Ἱδρύματος, διορίζεται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ.

Ἄρθρον 5.

Αἱ ἐπιστημονικαὶ σχέσεις μεταξὺ τοῦ Ἰνστιτούτου Παστὲρ Παρισίων καὶ τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστὲρ πραγματοποιοῦνται, ἀφ' ἑνὸς δι' ἀπ' εὐθείας ἐπαφῆς τῶν Διευθυντῶν των, ἀφ' ἑτέρου δὲ μέσῳ ἑξαμελοῦς ἐπιστημονικῆς ἐπιτροπῆς, ἀποτελουμένης, ἐκ τριῶν μελῶν ὁριζομένων ὑπὸ τοῦ Ἰνστιτούτου Παστὲρ Παρισίων καὶ ἐκ τριῶν μελῶν ὁριζομένων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ.

Ἄρθρον 6.

Διὰ κοινῆς συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστὲρ καὶ τοῦ Ἰνστιτούτου Παστὲρ Παρισίων, καταρτίζονται κοινὰ προγράμματα ἐρευνῶν. Ταῦτα ἀποτελοῦν ἀντικείμενον εἰδικῆς συμβάσεως, τριετοῦς διαρκείας, περιλαμβανούσης καὶ τροποποιητικὰς διατάξεις δι' ὧν εὐχεραίνεται ἡ ἐτησία ἀναπροσαρμογὴ τῶν προγραμμάτων ἀναλόγως τῶν ἤδη ἐπιτευχθέντων ἀποτελεσμάτων καὶ τῶν προβλεπομένων κατὰ τὸ ἑπόμενον ἔτος ἐξελίξεων.

Ἡ ὡς ἄνω σύμβασις δέον νὰ καθορίζῃ τὸν τρόπον χρηματοδοτήσεως τῶν ἐγκριθέντων προγραμμάτων, νὰ σταθμίζῃ τὰς ἀνάγκας εἰς ἐπιστημονικὸν καὶ τεχνικὸν προσωπικὸν Ἑλλήνων καὶ Γάλλων, τῶν ἀπαραιτήτων διὰ τὴν πραγματοποίησιν τῶν προγραμμάτων τούτων καὶ νὰ προσδιορίζῃ τοὺς ὅρους ὑπὸ τοὺς ὁποίους τὸ Ἑλληνικὸν Ἰνστιτοῦτον Παστέρ, θὰ διασφαλίζῃ τὴν δυνατότητα ἐκτελέσεως τῶν ὡς ἄνω προγραμμάτων, ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὸ ὑλικόν, τὰ ἐργαστήρια καὶ τὸν ἐξοπλισμόν.

Ἄρθρον 7.

Ἡ κατὰ τὸ ὡς ἄνω ἄρθρον 5 ἐπιτροπή, ἀναλαμβάνει τὸν καταρτισμὸν προγραμμάτων, τόσον ἀπὸ πλευρᾶς ἐπιστημονικοῦ περιεχομένου τούτων, ὅσον καὶ ἀπὸ πλευρᾶς καθορισμοῦ τοῦ ἀπαιτηθησομένου διὰ ταῦτα προσωπικοῦ τῶν οἰκονομικῶν καὶ ὑλικῶν μέσων καὶ τῆς ἀπαιτηθησομένης τυχὸν ἀναπροσαρμογῆς.

Διὰ τὸν καταρτισμὸν τῶν προγραμμάτων τούτων λαμβάνεται ὑπ' ὄψιν τὸ γενικὸν ἐρευνητικὸν πρόγραμμα ὅπερ καθορίζεται ὑπὸ τοῦ Ὑπουργείου Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν καὶ Ὑπουργείου Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν, πρὸς τὰ ὁποῖα τὰ ἐν λόγῳ προγράμματα δέον ὅπως ἐναρμονίζωνται.

Ἄρθρον 8.

Τὸ Ἰνστιτοῦτον Παστὲρ Παρισίων ἀναλαμβάνει :

α) Νὰ διαθέτῃ εἰς τὸ Ἑλληνικὸν Ἰνστιτοῦτον Παστέρ, τὸ ὑπὸ τῆς εἰδικῆς συμβάσεως (ἄρθρα 5 καὶ 6) προβλεπόμενον ἐπιστημονικὸν προσωπικόν.

β) Νὰ προβαίνῃ ἐνδεχομένως εἰς τὴν ἀνταλλαγὴν ἐρευνητῶν μετὰ τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστὲρ καὶ νὰ ἐξασφαλίζῃ τὴν μετεκπαίδευσιν Ἑλλήνων ἐρευνητῶν εἰς τὸ Ἰνστιτοῦτον Παστὲρ Παρισίων ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν ἐν ἄρθρῳ 7 προβλεπομένων προγραμμάτων.

γ) Τὴν μισθοδοσίαν τοῦ ἐξ ἀλλοδαπῶν ἐπιστημονικοῦ προσωπικοῦ καὶ τεχνικοῦ προσωπικοῦ τὸ ὁποῖον τίθεται εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ, εἰς ἐκτέλεσιν τῆς προειρημένης ἰδιαιτέρας συμφωνίας, ἐφ' ὅσον διάστημα τοῦτο παραμένει ἐν Ἑλλάδι.

Ἄρθρον 9.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει :

α) Νὰ καταβάλλῃ κατ' ἔτος εἰς τὸ Ἑλληνικὸν Ἰνστιτοῦτον Παστὲρ τακτικὴν ἐπιχορήγησιν, διὰ τὴν κάλυψιν τῶν δαπανῶν δραστηριότητος εἰς τὸν τομέα δημοσίας ὑγιεινῆς τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ, ὑπολογιζομένων κυρίως βάσει τῆς σπουδαιότητος καὶ ἀναγκαιότητος τῶν προβλεπομένων δραστηριοτήτων καὶ τῆς ἐξελίξεως τοῦ ἐπιπέδου τῶν μισθῶν.

β) Νὰ καταβάλλῃ κατ' ἔτος εἰς τὸ Ἑλληνικὸν Ἰνστιτοῦτον Παστὲρ τακτικὴν ἐπιχορήγησιν ἐντὸς τῶν πλαισίων τῶν πιστώσεων τοῦ Κρατικοῦ Προϋπολογισμοῦ διὰ τὴν κάλυψιν τῶν δαπανῶν πραγματοποιήσεως τῶν ἐγκρινομένων ἐρευνητικῶν προγραμμάτων ὑπὸ τοὺς ὅρους τοὺς καθοριζομένους εἰς τὰ ἄρθρα 6 καὶ 7 τῆς παρούσης.

Ἡ ἐπιχορήγησις αὕτη θὰ ἀποτελῇ χωριστὸν κεφάλαιον τοῦ προϋπολογισμοῦ τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστέρ, προοριζομένη διὰ τὴν κάλυψιν τῶν δαπανῶν τῶν κοινῶν ἐρευνητικῶν προγραμμάτων.

γ) Νὰ χορηγῇ εἰς τοὺς ὑπὸ τοῦ Ἰνστιτούτου Παστὲρ Παρισίων ἀποστελλομένους πρὸς τὸ Ἑλληνικὸν Ἰνστιτοῦτον Παστὲρ εἰδικοὺς ἐπιστήμονας τὰς ἀκολούθους διευκολύνσεις, συνισταμένας εἰς :

— Χορήγησιν δελτίου ταυτότητος ἐκδιδομένου ὑπὸ τοῦ Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν πρὸς διευκόλυνσιν τοῦ ἔργου των.

— Καταβολὴν ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως (Ὑπουργεῖον Συντονισμοῦ καὶ Προγραμματισμοῦ) τῶν τελῶν κυκλοφορίας τῶν αὐτοκινήτων τῶν ἐμπειρογνωμόνων.

— Ἀποζημίωσιν δι' ἔξοδα διαβιώσεως ἐν Ἑλλάδι ἴσην πρὸς τὴν ἑκάστοτε καταβαλλομένην εἰς Γάλλους ἐμπειρογνώμονας μετακαλουμένους μέσῳ τοῦ προγράμματος Γαλλικῆς Τεχνικῆς Συνεργασίας, οὐχὶ μικροτέραν τῶν 350 δραχμῶν ἡμερησίως.

— Χορήγησιν μηνιαίας κανονικῆς ἀδείας, κατ' ἔτος, μετὰ ἀποζημιώσεως.

δ) Νὰ λάβῃ πᾶν ἀναγκαῖον μέτρον ὥστε εἰς περίπτωσιν ἀνάγκης νὰ καταστῇ δυνατὴ ἡ ἀπόσπασις ἐρευνητῶν εἰς τὸ Ἑλληνικὸν Ἰνστιτοῦτον Παστὲρ ἐξ ἄλλων Δημοσίων Ὑπηρεσιῶν.

Ἄρθρον 10.

Αἱ ἀποστολαὶ τῶν Γάλλων εἰδικῶν ἐπιστημόνων, περὶ ὧν ἡ παράγραφος (γ) τοῦ ἄρθρου 9 τῆς παρούσης, ἐντάσσονται εἰς τὸ γενικὸν πλαίσιον τῆς Ἑλληνογαλλικῆς τεχνικῆς συνεργασίας καὶ πραγματοποιοῦνται μέσῳ τῆς Διευθύνσεως Τεχνικῆς Βοηθείας τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ καὶ Προγραμματισμοῦ.

Ἄρθρον 11.

Τὰ ὑπὸ τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Παστὲρ εἰσαγόμενα ἐκ τοῦ ἐξωτερικοῦ εἴδη, τὰ ἀναγκαῖα διὰ τὴν λειτουργίαν αὐτοῦ, ὡς τὸ ἐπιστημονικὸν ὑλικόν, τὰ ὄργανα, αἱ μηχαναί, αἱ συσκευαὶ καὶ ὁ συνήθης ἐργαστηριακὸς ἐξοπλισμός, τὰ ζῷα, τὰ ὑλικά, τὰ προϊόντα καὶ οἱαδήποτε συναφῆ

πρὸς τοὺς ὑπὸ τοῦ Ἰνστιτούτου ἐπιδιωκομένους σκοποὺς εἴδη, ἀπολαύουν πλήρους ἀπαλλαγῆς ἐκ δασμῶν, λοιπῶν φόρων ὡς καὶ παντὸς τέλους εἰσπραττομένων ἐν τοῖς τελωνείοις κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν ὑπὲρ τοῦ Δημοσίου ἢ τρίτου.

Τῆς ἀνωτέρω ἀπαλλαγῆς ἐξαιροῦνται τὰ εἴδη χρήσεως καὶ ἐξοπλισμοῦ τῶν γραφείων τοῦ Ἰνστιτούτου καθὼς καὶ αἱ πρῶται ὕλαι καὶ ἕτοιμα προϊόντα τὰ προοριζόμενα νὰ ἀποτελέσουν, μετὰ προηγουμένην ἐπεξεργασίαν ἢ μή, ἀντικείμενον ἐλευθέρας ἐμπορίας.

Ἄρθρον 12.

Οἱ μετακαλούμενοι βάσει τῆς παρούσης συμβάσεως Γάλλοι εἰδικοὶ ἐπιστήμονες, δὲν δικαιοῦνται ἄλλης ἀποζημιώσεως ἢ μισθοδοσίας πέραν τῶν μισθῶν των καὶ τῶν διὰ τῆς παρούσης συμβάσεως καθοριζομένων διευκολύνσεων. Αἱ ἀποδοχαὶ καὶ αἱ ἀποζημιώσεις των εἶναι ἀπηλλαγμέναι παντὸς φόρου, δασμοῦ ἢ κρατήσεων κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παραμονῆς των ἐν Ἑλλάδι, εἰς ἐφαρμογὴν τῆς Γαλλοελληνικῆς συμβάσεως, ἐπικυρωθείσης διὰ τοῦ Ν.Δ. 4386/1964, Φ.Ε.Κ. 192Α/1964 καὶ ΦΕΚ 77Α/1965.

Ἄρθρον 13.

Ἡ παροῦσα σύμβασις θὰ ἰσχύσῃ ἀπὸ τῆς ἐπικυρώσεώς της ἐπὶ μίαν τριετίαν, ἀνανεουμένην σιωπηρῶς δι' ἴσον χρονικὸν διάστημα, ἐφ' ὅσον δὲν καταγγέλλεται ἓξ μῆνας πρὸ τῆς λήξεως ἑκάστης τριετίας.

Ἄρθρον 14.

Εἰς περίπτωσιν μὴ ἐκπληρώσεως τῶν ἐκ τῆς παρούσης συμβάσεως ἀπορρεουσῶν ὑποχρεώσεων, ὑπὸ οἱουδήποτε τῶν δύο συμβαλλομένων μερῶν, ἡ σύμβασις αὕτη δύναται νὰ καταγγελθῇ ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς πρὸ τριμήνου προειδοποιήσεως τοῦ ἑτέρου μέρους.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν εἰκοστὴν τετάρτην Ὀκτωβρίου χίλια ἐννεακόσια ἑβδομήκοντα πέντε, εἰς δύο ἀντίτυπα, εἰς τὰς γλώσσας γαλλικὴν καὶ ἑλληνικήν, τῶν δύο κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου αὐθεντικῶν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλλάδος
Ὑπογραφὴ

Διὰ τὸ Ἰνστιτοῦτον Παστὲρ
Ὑπογραφὴ

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ἰουλίου 1976

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΠΡΟΓΡΑΜΜΑΤΙΣΜΟΥ
ΠΑΝΑΓ. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ
ΚΩΝΣΤ. ΤΡΥΠΑΝΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ

ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ
Κ. ΧΡΥΣΑΝΘΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ἰουλίου 1976

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 399

Περὶ συστάσεως θέσεων βοηθητικοῦ Προσωπικοῦ εἰς τὴν Δημοσίαν Κατωτέραν Τεχνικὴν Σχολὴν Καβάλας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον μόνον.

1. Συνιστῶνται εἰς τὴν Δημοσίαν Κατωτέραν Τεχνικὴν Σχολὴν Καβάλας δύο (2) θέσεις ὑπαλλήλων βοηθητικοῦ προσωπικοῦ πληρούμεναι διὰ προσωπικοῦ προσλαμβανομένου ἐπὶ σχέσει ἐργασίας ἰδιωτικοῦ δικαίου ἀορίστου χρόνου. Αἱ θέσεις αὗται καταλαμβάνονται ὑπὸ τῶν ὑπηρετούντων εἰς τὴν τέως Ἰδιωτικὴν Τεχνικὴν Σχολὴν Καβάλας «Ὁ Πυθαγόρας», διοικητικῶν ὑπαλλήλων, καταργοῦνται δὲ ἅμα τῇ καθ' οἱονδήποτε τρόπον ἀποχωρήσει αὐτῶν ἐκ τῆς ὑπηρεσίας.

2. Ἡ ἀμοιβὴ τοῦ προσωπικοῦ τούτου καθορίζεται διὰ κοινῆς ἀποφάσεως τῶν Ὑπουργῶν Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων καὶ Οἰκονομικῶν ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ χρόνου ὑπηρεσίας των ἀπὸ τῆς προσλήψεώς των εἰς τὴν Ἰδιωτικὴν Τεχνικὴν Σχολὴν Καβάλας «Ὁ Πυθαγόρας» καὶ καταβάλλεται ἀφ' ἧς προσφέρει τὰς ὑπηρεσίας του εἰς τὴν Δημοσίαν Κατωτέραν Τεχνικὴν Σχολὴν Καβάλας.

3. Μέχρι τῆς καθ' οἱονδήποτε τρόπον ἀποχωρήσεως τούτων ἐκ τῆς ὑπηρεσίας παραμένουν κεναὶ ἰσάριθμοι θέσεις τοῦ κλάδου Β6 γραφέων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν ἄρθρων 17 καὶ 18 τοῦ Ν.Δ. 580/1970 «περὶ τοῦ ἐποπτικοῦ, ἐκπαιδευτικοῦ, βοηθητικοῦ ἐργαστηριακοῦ, διοικητικοῦ καὶ βοηθητικοῦ προσωπικοῦ τῶν Κατωτέρων καὶ Μέσων Ἐπαγγελματικῶν Σχολῶν καί τινων ὀργανωτικῶν διατάξεων».

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Ἰουλίου 1976

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Ἰουλίου 1976

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

(3)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 401

Περὶ ἀναδιαβαθμίσεως Ἐφημερίων πτυχιούχων Θεολογίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον 1.

1. Ἐφημέριοι ὑπαγόμενοι εἰς τὰς διατάξεις τοῦ Α.Ν. 536/1945 «περὶ ρυθμίσεως τῶν ἀποδοχῶν τοῦ Ὀρθοδόξου Ἐφημεριακοῦ Κλήρου τῆς Ἑλλάδος, τοῦ τρόπου πληρωμῆς αὐτῶν καὶ περὶ καλύψεως τῆς σχετικῆς δαπάνης», οἵτινες ἀπέκτησαν πτυχίον Θεολογικῆς Σχολῆς τῶν Πανεπιστημίων τῆς ἡμεδαπῆς ἢ τῆς Θεολογικῆς Σχολῆς τῆς Χάλκης ἢ ἄλλης ἀνεγνωρισμένης ἰσοτίμου Ὀρθοδόξου Θεολογικῆς Σχολῆς, μετὰ τὴν 1.7.1968, ἀναδιαβαθμίζονται ἀπὸ τῆς χρονολογίας λήψεως τοῦ πτυχίου των ἐν τῇ ἐν ᾗ ἀνήκουσιν Α' μισθολογικῇ

κατηγορίᾳ δι' ἀποφάσεως τοῦ ἁρμοδίου Μητροπολιτικοῦ Συμβουλίου, εἰς ἀνάλογον πρὸς τὸν χρόνον τῆς συνολικῆς ἐφημεριακῆς των ὑπηρεσίας μισθόν, ὅστις δὲν δύναται νὰ εἶναι μείζων τοῦ 4ου βαθμοῦ.

2. Ἐφημέριοι ἐμπίπτοντες εἰς τὰς διατάξεις τῆς προηγουμένης παραγράφου καὶ κεκτημένοι ὑπὲρ 30ετῆ ὑπηρεσίαν, ἀναδιαβαθμίζονται μέχρι τοῦ μισθοῦ τοῦ 3ου βαθμοῦ, ἀπὸ τῆς χρονολογίας καθ' ἣν ἔλαβον τὸν μισθὸν τοῦτον ἐφημέριοι οἵτινες τὴν 1.7.1968 ἀνῆκον εἰς τὴν Α' μισθολογικὴν κατηγορίαν καὶ εἶχον τὸν αὐτὸν χρόνον ἐφημεριακῆς ὑπηρεσίας.

3. Ἐφημέριοι περὶ ὧν ἡ παρ. 1 τοῦ παρόντος, ἐφ' ὅσον ἤθελον ἀποκτήσει πτυχίον τῶν ἐν αὐτῇ ἀναφερομένων Θεολογικῶν Σχολῶν μετὰ τὴν ἰσχὺν τοῦ παρόντος, ἀναδιαβαθμίζονται ἐντὸς τῆς Α' μισθολογικῆς κατηγορίας, κατὰ τὰ ὁριζόμενα εἰς τὰς προηγουμένας παραγράφους.

4. Ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τῶν προηγουμένων παραγράφων οὐδὲν δικαίωμα ἀναδρομικῶν ἀποδοχῶν γεννᾶται.

Ἄρθρον 2.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως αὐτοῦ διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Ἰουλίου 1976

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ — ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ — **ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Ἰουλίου 1976

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

(4)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 402

Περὶ χορηγήσεως ἐπιδόματος ἐπικινδύνου ἐργασίας καὶ δυσμενῶν ὅρων διαβιώσεως εἰς τὸ προσωπικὸν τῆς Μονάδος Ἀεροπορικῆς Ἐξυπηρετήσεως Δημοσίων Ὑπηρεσιῶν (ΜΑΕΔΥ).

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφίσαμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον 1.

Εἰς τὸ Στρατιωτικὸν προσωπικόν, τὸ ἀνῆκον εἰς τὴν Μονάδα Ἀεροπορικῆς Ἐξυπηρετήσεως Δημοσίων Ὑπηρεσιῶν τὸ ἀσχολούμενον, διὰ τῆς χρησιμοποιήσεως φυτοφαρμάκων ἢ ἑτέρων ἐπικινδύνων χημικῶν παρασκευασμάτων, εἰς τὴν δι' ἀεροψεκασμῶν καταπολέμησιν τοῦ δάκου ἢ ἑτέρων ἐπιβλαβῶν ἐντόμων ἢ ἀσθενειῶν, ὡς καὶ εἰς τὸ ἀσχολούμενον ἢ παραμένον εἰς διαρκῆ ἑτοιμότητα καὶ ἄσκησιν διὰ τὴν ἀπὸ ἀέρος κατάσβεσιν πυρκαϊῶν, παρέχεται ἀπὸ 1ης Μαΐου 1976 εἰδικὸν ἐπίδομα ἐπικινδύνου ἐργασίας καὶ δυσμενῶν ὅρων διαβιώσεως ἐκ τῶν κάτωθι ποσοστῶν ἐπὶ τοῦ ἑκάστοτε ἰσχύοντος βασικοῦ μισθοῦ Σμηναγοῦ, μηνιαίως:

α. Ἑξήκοντα τοῖς ἑκατὸν (60%) διὰ τοὺς Ἱπταμένους Ἀξ/κούς.

β. Τεσσαράκοντα τοῖς ἑκατὸν (40%) διὰ τοὺς Ἀξ/κοὺς λοιπῶν εἰδικοτήτων καὶ τοὺς Ἀνθυπασπιστάς.

γ. Τριάκοντα τοῖς ἑκατὸν (30%) διὰ τοὺς Δοκίμους Ἐφέδρους Ἀξ/κοὺς (ΔΕΑ) καὶ τοὺς Ὑπαξιωματικούς.

δ. Εἴκοσι τοῖς ἑκατὸν (20%) διὰ τοὺς Στρατευσίμους καὶ Ἐθελοντὰς Ὁπλίτας.

Ἄρθρον 2.

1. Τὸ ἐν ἄρθρῳ 1 ἐπίδομα καταβάλλεται διὰ τὸ χρονικὸν διάστημα καθ' ὃ οἱ δικαιοῦχοι ἀπασχολοῦνται πράγματι εἰς τὰς ἐν τῷ ἄρθρῳ τούτῳ ἀναφερομένας ἐργασίας, ἀνεξαρτήτως παντὸς ἑτέρου γενικοῦ ἢ εἰδικοῦ ἐπιδόματος.

2. Διὰ χρονικὸν διάστημα ἀπασχολήσεως ἔλασσον τοῦ μηνὸς καταβάλλεται ἀνάλογον τμῆμα τοῦ μηνιαίου ἐπιδόματος.

Ἄρθρον 3.

Τὸ ἐν ἄρθρῳ 1 ἐπίδομα καταβάλλεται καὶ εἰς τὸ Στρατιωτικὸν προσωπικὸν τὸ ἀνακαλούμενον εἰς τὴν ἐνεργὸν Ὑπηρεσίαν ἐκ τῆς ἐφεδρείας πρὸς ἐνίσχυσιν τοῦ ἔργου τῆς ΜΑΕΔΥ, εἴτε τοῦτο μισθοδοτεῖται δι' ἀποδοχῶν ἐνεργείας εἴτε ἐξακολουθεῖ νὰ λαμβάνῃ τὴν τυχὸν ἀνωτέραν στρατιωτικὴν σύνταξίν του.

Ἄρθρον 4.

Τὸ διὰ τοῦ παρόντος Νόμου χορηγούμενον εἰδικὸν ἐπίδομα καταβάλλεται εἰς τὸ Προσωπικὸν τῆς ΜΑΕΔΥ ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγείου Ἀεροπορίας καὶ βαρύνει, ἐὰν μὲν πρόκειται περὶ ὑπηρεσίας παρεχομένης ὑπὸ τῆς ΜΑΕΔΥ ἐπ' ὠφελείᾳ τοῦ Δημοσίου, τὸν Προϋπολογισμὸν ἐξόδων τοῦ οἰκείου εἰδικοῦ φορέως, ἐὰν δὲ πρόκειται περὶ τοιαύτης παρεχομένης ἐπ' ὠφελείᾳ Νομικοῦ ἢ Φυσικοῦ τινος προσώπου, τὸ πρόσωπον τοῦτο.

Ἄρθρον 5.

Τὸ Ν.Δ. 474/1970 «περὶ χορηγήσεως ἐπιδόματος ἐπικινδύνου ἐργασίας καὶ δυσμενῶν ὅρων διαβιώσεως εἰς τὸ προσωπικὸν τῆς Μονάδος Ἀεροπορικῆς Ἐξυπηρετήσεως Δημοσίων Ὑπηρεσιῶν (ΜΑΕΔΥ) καταργεῖται ἀπὸ 1ης Μαΐου 1976.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Ἰουλίου 1976

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ — ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΕΥΑΓΓ. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ — **ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Ἰουλίου 1976

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(5)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 564

Περὶ κυρώσεως συμπληρωματικῶν Πινάκων Ἀξιωματικῶν Ἀεροπορίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει:

α) Τὰ ἄρθρα 7, 27, 29, 38 καὶ 39 τοῦ Ν.Δ. 178/1969 «περὶ ἱεραρχίας, προαγωγῶν καὶ τοποθετήσεων τῶν μονίμων ἀξιωματικῶν τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων».

β) Τὰς ὑπ' ἀριθ. 42, 43, 44, 45 καὶ 46 τοῦ ἔτους 1976 ἀποφάσεις τοῦ Συμβουλίου Προαγωγῶν Ἀεροπορίας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Ἀμύνης Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Κυροῦμεν τοὺς ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Προαγωγῶν Ἀεροπορίας συνταχθέντας συμπληρωματικοὺς Πίνακας, ἔτους 1976—1977, ὡς ἀκολούθως:

α. Προακτέου κατ' ἀρχαιότητα Ἐπισμηναγοῦ Ἱπταμένου.

β. Προακτέων κατ' ἐκλογὴν Σμηναγῶν Τεχνικοῦ Α'.

γ. Προακτέων κατ' ἐκλογὴν Σμηναγῶν Ὑγειονομικοῦ (Ἰατρῶν).
δ. Προακτέου κατ' ἀρχαιότητα Σμηναγοῦ Τεχνικοῦ Α'.
ε. Προακτέου κατ' ἀρχαιότητα Σμηναγοῦ Ὑγειονομικοῦ (Ἰατροῦ).
στ. Προακτέων κατ' ἀρχαιότητα Ὑποσμηναγῶν Τεχνικοῦ Α'.
ζ. Παραμένοντος εἰς τὸν αὐτὸν βαθμὸν Ἀνθυποσμηναγοῦ Ἱπταμένου.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Ἀμύνης Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Ἰουλίου 1976

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ
ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ

(6)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 565

Περὶ κυρώσεως συμπληρωματικῶν Πινάκων Ἐκτάκτου Κρίσεως Ἀξιωματικῶν Κοινῶν Σωμάτων ἔτους 1976—1977.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει:

α) Τὰ ἄρθρα 27, 38 καὶ 39 τοῦ Ν.Δ. 178/1969 «περὶ ἱεραρχίας, προαγωγῶν καὶ τοποθετήσεων τῶν μονίμων ἀξιωματικῶν τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων», ὡς τοῦτο ἐτροποποιήθη καὶ συνεπληρώθη μεταγενεστέρως.

β) Τὸ ὑπ' ἀριθ. 4/1976 πρακτικὸν τοῦ Συμβουλίου Προαγωγῶν Ἀξιωματικῶν Κοινῶν Σωμάτων ὡς ἁρμοδίου Συμβουλίου Κρίσεως, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Ἀμύνης Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Κυροῦμεν τοὺς ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Προαγωγῶν Ἀξιωματικῶν Κοινῶν Σωμάτων συνταχθέντας συμπληρωματικοὺς πίνακας ἐκτάκτου κρίσεως ἔτους 1976—1977, βάσει τῶν ἄρθρων 38 καὶ 39 τοῦ Ν.Δ. 178/1969, ὡς ἀκολούθως:

α. Προακτέας κατ' ἐκλογὴν Προϊσταμένης.
β. Προακτέων κατ' ἀρχαιότητα Ἀντιπροϊσταμένων.
γ. Παραμενούσης εἰς τὸν αὐτὸν βαθμὸν Ἀντιπροϊσταμένης.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Ἀμύνης Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Προεδρικοῦ Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Ἰουλίου 1976

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ
ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ

(7)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 566

Περὶ καταργήσεως τοῦ Β.Δ. 175/1966 «περὶ ἀπαγορεύσεως μεταφορᾶς φορτίων δι' Ἑλληνικῶν πλοίων εἰς καὶ ἀπὸ λιμένας Β. Βιετνάμ».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει:

1. Τὸ ἄρθρον 1 τοῦ Ν.Δ. 2398/1953 «περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τῶν διατάξεων τοῦ Ν. 2317/1953 «περὶ ἀπαγορεύσεως ἐκτελέσεως ὡρισμένων μεταφορῶν δι' Ἑλληνικῶν πλοίων» (ΦΕΚ 118 Α').
2. Τὰ ἄρθρα 1 καὶ 2 τοῦ Ν. 3141/1955 «περὶ Συμβουλίου Ἐμπορικοῦ Ναυτικοῦ».
3. Τὴν ἀπὸ 24.5.1976 γνώμην τοῦ Συμβουλίου Ἐμπορικοῦ Ναυτικοῦ.
4. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 455/1976 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας, προτάσει τῶν Ὑπουργῶν Ἐξωτερικῶν καὶ Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως τοῦ παρόντος καταργεῖται τὸ Β.Δ. ὑπ' ἀριθ. 175/1966 (ΦΕΚ 43 Α'/66) «περὶ ἀπαγορεύσεως μεταφορᾶς φορτίων δι' Ἑλληνικῶν πλοίων εἰς καὶ ἀπὸ λιμένας Β. Βιετνάμ.».

Εἰς τὸν Ἡμέτερον ἐπὶ τῆς Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 26 Ἰουλίου 1976

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ

ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ
ΑΛΕΞ. ΠΑΠΑΔΟΓΓΟΝΑΣ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974 ὡς κάτωθι:

Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	600
2. » » » Β'	»	700
3. » » » Γ'	»	500
4. » » » Δ'	»	1.000
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	500
6. » » » Παράρτημα	»	300
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λ.π.	»	3.000
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	6.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	30
2. » » » Β'	»	35
3. » » » Γ'	»	25
4. » » » Δ'	»	50
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	25
6. » » Παράρτημα	»	15
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	150
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 3, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 8, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 15, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσαυξάνεται κατὰ δραχ. 15 ἀνὰ 80 σελίδας.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ τῶν ἀφορωσῶν εἰς προσωρινὰς διατάξεις	»	1.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939	»	200
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	4.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	1.000
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	600
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν ἐν γένει, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ δι' ὧν ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	»	4.000
10. Τῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	»	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	10.000
12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ.	1.000
13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967	»	1.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν – Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	1.000
2. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν ὡς ἄνω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	1.000

ΙΙ. Εἰς τὸ Τέταρτον τεῦχος, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων .... » 400

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5%.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ – ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (RONEO 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΓΕΝΙΚΟΣ ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ

ΣΕΡΑΦΕΙΜ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ